MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE PÉKIN

Semaine du 21 mars 2022

Chine continentale

Conjoncture (ici)

Politique budgétaire : *le Conseil des affaires d'Etat promet des allégements fiscaux pour les entreprises et gèle le plan de mise en œuvre d'une taxe foncière*

Banque et finance (ici)

Finance : *la PBOC approuve les deux premières holding financières en Chine*
Immobilier : *suspension de cotation des titres Evergrande à la bourse de Hong Kong, quand de nombreux autres promoteurs font état de difficultés*

Echanges et politique commerciale (ici)

Relations Chine-US : *les douanes américaines retiennent des produits de Li Ning*
Relations Chine-US : *extension d'exemptions tarifaires par l'administration américaine sur des importations en provenance de Chine*

Industrie et numérique (ici)

Economie numérique : *publication du rapport semestriel sur l'utilisation d'internet*
Innovation : *publication d'orientations pour le renforcement de la gouvernance éthique des sciences et technologies*
Batteries : *la production de batteries en augmentation*
Régulation du marché : *l'Administration de régulation du marché (SAMR) publie un plan quinquennal pour le développement de la technologie de régulation du marché*

Développement durable, énergie et transports (ici)

Transport aérien : *accident du vol 5735 de China Eastern*
Aviation civile : *les pertes du secteur culminent à 30 Mds EUR en Chine, depuis le début de la crise pandémique en 2020*
Energie : *publication du très attendu 14ème plan quinquennal relatif au secteur de l'énergie*
Energie : *publication d'un plan national sur le développement de l'hydrogène pour la période 2021-2035 avec l'accent mis sur l'hydrogène vert issu des énergies renouvelables*
Bâtiments : *publication du 14ème plan quinquennal relatif à l'efficacité énergétique des bâtiments et aux bâtiments verts*

Actualités régionales (ici)

Jiangsu/Zhejiang : *mesures pour soutenir le commerce extérieur et renforcer la conformité des entreprises exportatrices*
Sichuan-Chongqing : *Publication d'un plan conjoint pour le développement de la logistique portuaire*

Hong Kong et Macao (ici)

Hong Kong

Inflation : *hausse de 1,6% de l'indice des prix à la consommation au cours du mois de février (g.a)*
Plan de soutien : *4 Mds USD d'aides sont mobilisées pour les les entreprises les plus touchées par la vague Omicron*
Bourse : *lancement du 1er ETF sur quotas carbone à la bourse de Hong Kong*
Bourse : *Rusal toujours cotée à Hong Kong a vu son cours en bourse augmenter*
Covid 19 : *la Cheffe de l'exécutif Carrie Lam annonce la levée de l'interdiction de vol depuis 9 pays dont la France au 1er avril*

Taïwan (ici)

Taux d'intérêt : *UBS envisage une nouvelle augmentation des taux directeurs de la CBC en 2022*
Cryptomonnaie : *le groupe MaiCoin envisagerait une introduction en bourse sur le Nasdaq*
Export : *la demande externe adressée à Taïwan a connu une nouvelle hausse en février*
Semi-conducteurs : *TSMC conserve son leadership mondial en 2021 grâce à des ventes record*
Développementr durable : *Taiwan au 7ème rang du classement Dun & Bradstreet (D&B) en 2021*
Industrie électronique : *les géants taiwanais OEM ODM lancent de multiples projets d'expansion*

Chine continentale

Conjoncture

Politique budgétaire : le Conseil des affaires d'Etat promet des allégements fiscaux pour les entreprises et gèle le plan de mise en œuvre d'une taxe foncière

Le 21 mars, lors de la réunion du Conseil des affaires d'Etat, le premier ministre LI Keqiang a annoncé que : i) près de 1000 Mds RMB (157 Mds USD) de dégrèvements fiscaux seront destinés aux micro et petites entreprises et aux commerçants individuels ; ii) 1200 Mds RMB (189 Mds USD) seront accordés en remboursements et réductions d'impôts, dans le but de soutenir l'emploi. Ces montants correspondent en tout à plus de la moitié du montant total perçu par l'Etat au titre de l'impôt sur les sociétés en 2021, qui s'est élevé à 4200 Mds RMB. Le Conseil des affaires d'Etat a insisté sur le fait que les transferts devaient aller directement vers les entreprises sans intermédiaires. Il a également rappelé que de la même manière, les subventions aux gouvernements locaux doivent aller directement aux villes et aux comtés. Ces mesures visent à éviter l'évasion fiscale et la fraude fiscale.

En outre, le MOF a annoncé réduire l'assiette de taxation des petites entreprises dites « à faible profitabilité ». La proportion de leur revenu imposable entre 1M et 3M RMB passe ainsi de 50 % à 25 %. Les petites entreprises prises en compte pour cette mesure sont celles dont le chiffre d'affaires ne dépassant 3M RMB, les employés ne dépassant 300 et les actifs totaux ne dépassant pas 50M RMB.

Le gouvernement chinois a également gelé le plan d'extension du projet pilote de taxe foncière cette année, un signal pour stabiliser les attentes des investisseurs envers le secteur immobilier, mis en difficulté par une profonde crise de la dette. Bien que certaines villes aient mené des enquêtes et des recherches préliminaires pour mettre en œuvre la taxe foncière, les conditions pour étendre le champ des villes pilotes pour une telle réforme « ne sont pas réunies cette année compte tenu de la situation [du secteur immobilier]», selon un rapport de l'agence de presse d'Etat Xinhua. Pour mémoire, en octobre 2021, la législature nationale chinoise avait autorisé un programme pilote de cinq ans pour tester une nouvelle taxe foncière dans certaines régions, sans préciser les régions. Les acteurs du marché s'attendaient à ce que les mesures soient introduites cette année.

Retour au sommaire (ici)

Banque et finance

Finance : la PBOC approuve les deux premières holdings financières en Chine

Beijing Financial Holdings Group Ltd. et *China Citic Financial Holdings Co. Ltd.* ont récemment été autorisées à devenir des *financial holding companies* (FHC), a déclaré la PBoC dans un communiqué le 17 mars. Il s'agit des premières approbations depuis la publication il y a 18 mois des règles visant à renforcer la surveillance des conglomérats non financiers avec multiples unités financières. La PBoC est également en train d'examiner les demandes de licence FHC de trois autres sociétés - *China Everbright Group Ltd., China Merchants Finance Investment Holdings Co. Ltd. et China Wanxiang Holding Co. Ltd.*

Citic Financial est mise en place pour reprendre les opérations financières de *Citic Ltd.*, société mère de *Citic Corp.* cotée à Hong Kong, dont la demande à la PBoC pour la licence FHC a été soumise le 28 mai 2021. Les actifs injectés dans la nouvelle société comprennent des participations dans une série de sociétés, dont *China Citic Bank Corp. Ltd., Citic Securities Co. Ltd. et Citic Consumer Finance Co. Ltd.*

Citic Ltd. Beijing Financial Holdings, fondée en 2018, appartient à 100 % au gouvernement de la ville de Pékin et détient des participations dans diverses sociétés financières, dont 100 % de *Beijing Finance Fund Management Co. Ltd.,* 100 % de *Beijing Financing Guarantee Fund Investment Group* et 35 % de *Pudao Credit Co. Ltd*. Sa demande de licence a été soumise en août.

Pour mémoire, les réglementations couvrant les FHC ont été publiées en septembre 2020 dans le cadre des efforts visant à renforcer la surveillance des conglomérats non financiers, après une série de scandales impliquant des sociétés telles que *HNA Group Co. Ltd. et Tomorrow Holding Co. Ltd.* Ces réglementations visent entre autres à amener des géants de la technologie tels que *Ant Group Co. Ltd.* et *Tencent Holdings Ltd.,* qui s'étaient développés dans le secteur financier, sous l'égide réglementaire de la banque centrale. Les règles exigent que certaines sociétés hors du secteur financier qui possèdent des institutions financières dans au moins deux sous-secteurs différents se transforment en FHC. Ils seront ensuite soumis à la surveillance des régulateurs financiers correspondants.

Immobilier : suspension de cotation des titres Evergrande à la bourse de Hong Kong, quand de nombreux autres promoteurs font état de difficultés.

La semaine du 21 mars 2022, le groupe Evergrande a effectué plusieurs annonces :

- Le 21 mars, Evergrande a annoncé la suspension de la cotation de ses titres à la bourse de Hong Kong. Le cours de l'action Evergrande Group a chuté de 89 % en 2021, avant de remonter de 3,7% en début d'année 2022 suite aux annonces de soutien des autorités (il s'est établi à 1,65 HKD/action au 21 mars). Les actions d'*Evergrande Property Services Group Ltd.* (l'une des principales unités commerciales du groupe, spécialisée dans les services immobiliers) et de *China Evergrande New Energy Vehicle Group Ltd.* (spécialisée dans les véhicules électriques) ont également été suspendues. Aucune raison n'a été précisée, mais le marché semble dans l'attente de communications relatives à la restructuration du groupe

- Le 22 mars, l'entreprise a annoncé qu'elle ne serait pas en mesure de publier son rapport annuel 2021 d'ici la fin du mois de mars, en raison d'un retard dans les procédures d'audit, citant les « changements drastiques » dans l'environnement opérationnel de l'entreprise.
- Le 22 mars, elle a annoncé que 13,4 Mds RMB (2,1 Mds USD) de gage (ou nantissement) pour des parties tierces (*third party pledge guarantees*) d'*Evergrande Property Services*, avaient été saisis par des banques. Ce montant représente près de 96 % de l'ensemble de la trésorerie qu'*Evergrande Property Services* affichait au 30 juin 2021, selon son rapport d'activité intermédiaire du premier semestre 2021.
- Selon Caixin, Evergrande a déclaré que conformément à son engagement de janvier 2022, une proposition de restructuration de dette serait dévoilée d'ici la fin du mois de juillet. Dans ce contexte, Evergrande a indiqué qu'elle faisait appel au cabinet d'avocats King & Wood Mallesons, basé à Hong Kong, en tant que conseiller juridique additionnel, citant ses défis opérationnels et financiers. Pour rappel, en janvier, Evergrande avait déjà nommé le cabinet d'avocats *Zhong Lun* (basé à Pékin), la société de services financiers américaine *Houlihan Lokey*, la société de services de crédit *Admiralty Harbour Capital* (basée à Hong Kong), la *China International Capital Corp*. et *BOCI Asia Ltd.* en tant que conseillers juridiques et financiers dans le cadre de la gestion de ses dettes.

De plus, selon Asia Financial, la semaine dernière, la principale unité *onshore* d'Evergrande (*Hengda Real Estate*) aurait tenu une réunion avec ces créanciers obligataires pour négocier le report en septembre 2023 du remboursement d'intérêts sur un coupon obligataire de 4 Mds RMB (628,6 M USD).Le remboursement du principal de cette obligation, qui devait initialement avoir lieu en en septembre 2021, avait déjà été repoussé à 2025. Cet accord permettrait à Evergrande d'éviter un défaut *onshore*, alors que l'entreprise a déjà manqué plusieurs échéances de remboursement sur des obligations *offshore*. Certains médias locaux ont indiqué le dimanche 19 mars que l'entreprise semblait poursuivre les cessions d'actifs : Hengda Real Estate pourrait notamment vendre à Avic Trust Co. Ltd. sa participation de 30 % dans une société immobilière basée à Nanjing pour un montant non divulgué. L'information n'a pas été confirmée.

Le groupe fait face à une pression croissante de la part de ses créanciers, alors que des centaines de projets de construction sont encore en chantier, impliquant le paiement des fournisseurs en amont des chaînes de valeur, et la délivrance de logements aux acquéreurs finaux. Il devra vraisemblablement s'engager dans l'une des plus grandes restructurations jamais opérées en Chine.

S'agissant des autres promoteurs immobiliers chinois :

- Le groupe Sunac China (3ème promoteur national) a également déclaré le 21 mars qu'il anticipait de manquer la date limite du 31 mars pour la publication de son rapport annuel audité. Dans le communiqué, l'entreprise mentionne que d'après les résultats préliminaires, les bénéfices attribuables aux détenteurs de la société diminueraient d'environ 85 % par rapport à 2021. En outre, Caixin indique que le groupe cherche à négocier avec ses créanciers le report à deux ans du remboursement de 4 Mds RMB (628 M USD) sur une obligation *onshore* arrivant à échéance le 1er avril. En retour, le président du groupe, Sun Hongbin, propose de fournir une garantie de responsabilité illimitée (*unlimited joint liability guarantee*). Cette décision fait suite à la

dégradation de la notation de crédit de Sunac par Standard and Poor's (de B- à CCC+ le 24 mars), Moody's (de Ba3/B1 à B1/B2 le 11 février puis de B1/B2 à Caa1/Caa2 le 22 mars) et Fitch Ratings (de BB- à B- le 15 mars, puis à CC le 24 mars).

- Kaisa Group Holing Ltd, Ronshine China Holdings (25ème promoteur national) et Shimao Property Holdings Ltd. ont également annoncé le report de la publication de leur rapport annuel audité. Conformément aux réglementations en vigueur pour les entreprises cotées à la bourse de Hong Kong, les promoteurs qui ne seront pas en mesure de publier leur rapport annuel dans les échéances données (trois mois après la fin de l'année fiscale considérée) pourraient théoriquement voir la cotation de leurs titres suspendue dès le 1er avril.
- China Aoyuan Group Ltd., Hopson Development Holdings Ltd. et Yuzhou Group Holdings Co. ont d'ailleurs récemment changé d'auditeurs, pour des raisons non détaillées de « désaccords ».

Ces annonces soulignent la poursuite des difficultés des promoteurs immobiliers chinois, qui n'ont cessé de s'accentuer depuis la promulgation des trois lignes rouges en août 2020. En 2021 et début 2022, quelque 15 développeurs auraient fait défaut ou procédé à des échanges sur des titres de dettes en souffrance, selon un *Moody's Investors Service*. D'ici la fin de 2022, les promoteurs chinois devront rembourser 92 Mds USD d'obligations *onshore* et *offshore* arrivant à échéance, selon Bloomberg.

Retour au sommaire (ici)

Echanges et politique commerciale

Relations Chine-US : les douanes américaines retiennent des produits de Li Ning

Le 15 mars, l'agence américaine des douanes U.S. Customs and Border Protection (CBP) a annoncé qu'à partir du 14 mars, toutes les marchandises fabriquées par l'entreprise chinoise Li Ning (vêtements et équipements sportifs) seraient retenues en l'absence de « preuves claires et convaincantes que les marchandises n'ont pas été produites avec du travail forcé ». Cette décision a été motivée sur la base d'une enquête menée par la CBP concluant que l'entreprise chinoise a eu recours à de la main-d'œuvre nord-coréenne dans sa chaîne de production.

La législation américaine *Countering America's Adversaires Through Sanctions Act* (CAATSA) interdit l'importation de tous les biens produits en tout ou en partie par des ressortissants nord-coréens, à moins de prouver que ces biens n'ont pas été fabriqués en ayant recours à du travail forcé. Conformément au CAATSA, Li Ning doit fournir une preuve claire et probante dans les 30 jours à compter du 15 mars que ses marchandises n'ont pas été fabriquées à l'aide du travail de prisonniers, du travail forcé, ou d'engagés (*indentured labor*), à défaut de quoi les biens détenus pourraient être saisis ou confisqués.

Seulement 1 % des revenus de Li Ning sont générés à l'étranger, selon son dernier rapport financier. L'entreprise a qualifié les accusations américaines de « non factuelles » et « trompeuses », tout en niant le recours au travail forcé.

Relations Chine-US : extension d'exemptions tarifaires par l'administration américaine

Le 23 mars, le Bureau du représentant américain au Commerce (USTR) a annoncé le renouvellement des exemptions de droits de douane punitifs sur des importations chinoises. Le communiqué de l'USTR liste les 352 produits bénéficiant de l'extension de cette exemption expirant en mai 2022, sur les 549 produits éligibles. L'exemption des tarifs douaniers sur les produits visés s'appliquera de manière rétroactive à partir du 12 octobre 2021, et restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2022.

Pour chaque action lancée sous la section 301, l'USTR a mis en place un processus permettant aux importateurs américains de demander une exemption tarifaire sur un produit en particulier. L'USTR se réserve toutefois le droit d'accorder ou non cette exclusion[1].

A partir de l'été 2018, l'administration américaine a annoncé quatre salves de hausse de droits de douane, sur environ 362 Mds USD d'importations de biens en provenance de Chine. 35 % des demandes d'exclusion pour la

[1] L'agence a indiqué que, pour déterminer les demandes à accorder, elle tient en compte des éléments suivants : (1) la disponibilité du produit en question auprès de sources non chinoises, (2) les tentatives de l'importateur de s'approvisionner aux États-Unis ou dans des pays tiers, (3) la mesure dans laquelle l'imposition des tarifs de la Section 301 sur le produit particulier causera un préjudice économique grave à l'importateur ou à d'autres intérêts américains, et (4) l'importance stratégique du produit pour « Made in China 2025 » ou d'autres programmes industriels chinois. Des exclusions ont également été accordées par le passé pour des raisons qui incluraient, entre autres, les intérêts de la sécurité nationale des États-Unis et des difficultés économiques démontrables pour les petites entreprises.

première et la deuxième liste de produits (couvrant respectivement des tranches d'importations d'une valeur de 34 Mds USD et 16 Mds USD) ont été accordées. Pour la troisième et la quatrième liste de produits (respectivement d'une valeur de 200 Mds USD et de 112 Mds USD), seulement 5 % et 7 % des demandes d'exemptions ont été accordées par l'USTR (*voir annexe 1*). En 2020 et 2021, dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, l'USTR avait accordé de nouvelles exclusions pour des importations de produits médicaux en provenance de la Chine. Certaines de ces exclusions ont déjà expiré, tandis que d'autres expireront en mai 2022[2].

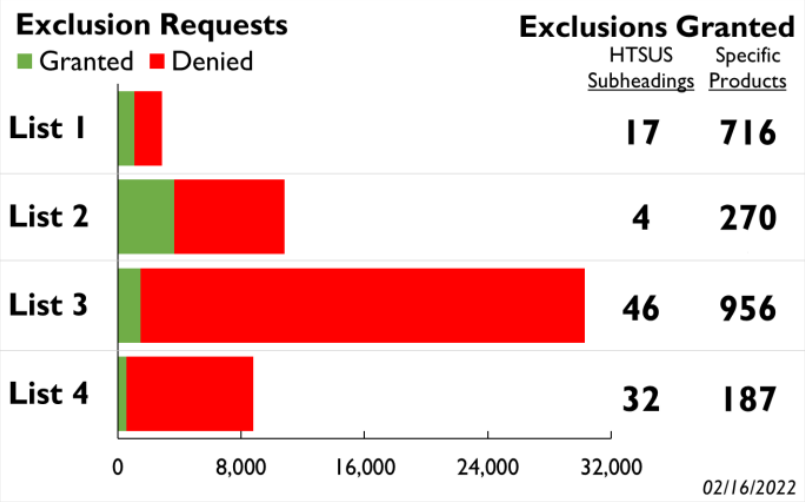
Jusqu'à présent, l'administration Biden s'est montrée fermée à une réduction des droits de douane additionnels introduits sous l'administration Trump, et le bureau de la représentante américaine au Commerce (USTR) songerait même à ouvrir une nouvelle enquête sur les subventions industrielles de la Chine au titre de la section 301. Ainsi, selon Bloomberg, l'administration pourrait procéder à un recalibrage des produits visés, en augmentant les tarifs douaniers sur les biens identifiés comme bénéficiant des pratiques commerciales déloyales de la Chine, diminuant parallèlement les droits imposés sur les composants clés utilisés par les entreprises américaines.

Après avoir imposé des droits de douane additionnels en réponse aux mesures américaines (*voir annexe 2*), la partie chinoise a également mis en place des exclusions tarifaires dès janvier 2019 sur les importations de véhicules automobiles. A partir de mai 2019, les exclusions tarifaires ont été étendues à certains équipements médicaux et minerais ; dans le même temps, un processus d'exclusion tarifaire a été mis en place par la Commission des droits de douane du Conseil des Affaires de l'Etat, dans le cadre duquel une entité en Chine peut demander[3] une exemption tarifaire sur un produit en particulier importé en provenance des Etats-Unis. Les droits de douane sur certains produits agricoles (y compris le porc et le soja), chimiques, et énergétiques ont ainsi été levés (*voir annexe 2*). Ces exclusions de droits de douane visent en particulier à satisfaire la demande des consommateurs chinois pour les produits de haute qualité.

Annexe 1 - Exclusions en vertu de la Section 301

[2] Voir le document du Congrès américain : « Section 301 Tariff Exclusions on U.S. Imports from China »

[3] Les éléments suivants sont pris en compte pour les demandes d'exemption tarifaire : (1) la disponibilité du produit en question auprès de sources non américaines, (2) la mesure dans laquelle l'imposition des droits de douane sur le produit particulier causera un préjudice économique grave à l'importateur, (3) la mesure dans laquelle l'imposition des droits de douane aura un impact structurel négatif important (notamment sur le développement de l'industrie, le progrès technologique, l'emploi, et la protection de l'environnement) ou des conséquences sociales graves pour l'industrie concernée.



Source : Congressional Research Services (CRS) avec les informations de l'USTR

Annexe 2 - Chronologie de l'introduction des tarifs douaniers par les administrations américaine et chinoise

Tarifs américains supplémentaires			
Tranche	**Niveau**	**Date d'imposition**	**Commentaire**
34 Mds USD	25 %	6 juillet 2018	Pièces d'aéronefs, semi-conducteurs et microscopes.
16 Mds USD	25 %	23 août 2018	Motos, turbines à vapeur, et wagons de chemin de fer.
200 Mds USD	25 % *(10% avant le 10 mai 2019)*	24 septembre 2018	Modems, produits chimiques, meubles, et fruits de mer. Relèvement au 10 mai 2019 - Exemption sur certains produits médicaux et technologiques depuis octobre 2019, étendue jusqu'au 31 décembre 2020. L'exemption sur certains produits médicaux (pour la prévention et la lutte contre le Covid-19) depuis mars 2020 a en partie expiré et a en partie été (81 parmi 99 exclusions)[4]

[4] Source : USTR

			étendue jusqu'au mai 2022.
112 Mds USD[5]	7,5 % (15% avant le 14 février 2020)	1er septembre 2019	Produits agricoles, antiquités, vêtements, ustensiles de cuisine, et chaussures. Réduit à 7,5 % dans le cadre du *phase-1 deal*.
~~**160 Mds USD**~~[6]	~~15 %~~	~~15 décembre 2019~~	**Hausse suspendue** le 13 décembre 2019 à l'annonce de la signature prochaine du *phase-1 deal*.
Au 22/03/22	**Tarifs supplémentaires américains sur environ 362 Mds USD de biens CN**		

Tarifs chinois supplémentaires			
Tranche	**Niveau**	**Date d'imposition**	**Commentaire**
34 Mds USD	25 %	6 juillet 2018	Soja et véhicules électriques. Exemption sur l'automobile depuis le 1er janvier 2019.
16 Mds USD	25 %	23 août 2018	Bœuf, volaille, et motocycles. Exemption sur l'auto depuis le 1er janvier 2019 et sur des équipements médicaux et minerais depuis le 19 mai 2020.
60 Mds USD	5, 10, 20 et 25 % *(5 à 10 % avant le 1er juin 2019)*	24 septembre 2018	Intrants intermédiaires et biens d'équipement. Relèvement au 1er juin 2019 – Exemption sur l'auto depuis le 1er janvier 2019, sur des produits agricoles et chimiques depuis le 17 septembre 2019[7] et le 26 décembre 2019[8] et des produits agricoles, chimiques et

[5] Estimations du *Peterson Institute for International Economics(PIIE)*
[6] 14,3 Mds USD d'automobiles et parties automobiles sont concernées par l'exemption
[7] D'une valeur de moins de 2 Mds USD d'après les estimations du PIIE
[8] D'une valeur de moins de 1 Md USD d'après les estimations du PIIE

			énergétiques depuis le 2 mars 2020.
29 Mds USD	2,5 et 5 % (5 et 10 % avant le 14 février 2020) *(y compris sur des biens déjà inscrits sur les listes de 34 Mds, 16 Mds ou 60 Mds)*	1er septembre 2019	Pétrole brut. Réduit de moitié dans le cadre du *phase-1 deal*.
~~**45 Mds USD**~~	~~+ 5 à 10% *(y compris sur des biens déjà inscrits sur les listes de 34 Mds, 16 Mds ou 60 Mds)*~~	~~15 décembre 2019~~	**Hausse suspendue** le 13 décembre 2019, à l'annonce de la signature prochaine du *phase-1 deal*.
Au 22/03/22	**Tarifs supplémentaires chinois sur environ 90 Mds USD de biens US**		

Retour au sommaire (ici)

Industrie et numérique

Economie numérique : publication du rapport semestriel sur l'utilisation d'internet

Le centre d'information du réseau internet (CNNIC) a publié son rapport semestriel sur l'état de l'internet en Chine.

Le rapport semestriel de la CNNIC fait état des évolutions suivantes :

- Le nombre d'internautes s'élève à 1, 032 Md (+43 M par rapport à décembre 2020). Pour mémoire, le 14ème plan quinquennal pour l'informatisation vise 1, 2 Md d'internautes d'ici 2025 (*voir brèves du SER de Pékin de la semaine du 3 janvier 2022*). Le taux de pénétration d'internet s'élève ainsi en 2021 à 73%, soit une part encore assez faible (91% pour les Etats-Unis, par exemple). 99,7% des internautes accèdent à internet avec un terminal mobile.
- L'écart entre régions urbaines et rurales reste conséquent (57,6% de taux de pénétration internet dans les espaces ruraux) même s'il se réduit lentement (+1,7 point de pourcentage en plus qu'en décembre 2020). Dans les zones urbaines, le taux de pénétration internet atteint 81,3%.
- Seuls 11,5% des internautes (119 M de personnes) sont âgés de plus de 60 ans. Le rapport du CNNIC préconise ainsi que davantage d'applications intègrent un mode « personnes âgées ». Ce dernier est déjà disponible sur certaines applications mais son utilisation demeure faible : seuls 13,2% des internautes de plus de 60 ans indiquent y avoir recours.
- 183 M d'internautes sont mineurs ; pour cette tranche d'âge, le taux de pénétration internet est quasiment le même en régions urbaines et rurales (respectivement 95 % et 94,7 %). Cette forte propension parmi cette tranche d'âge à utiliser internet explique également l'importance qu'accordent les autorités à la protection des mineurs en ligne, comme en témoigne le projet de réglementation de l'Administration du cyberespace (CAC) publié le 15 mars (*voir brèves du SER de Pékin de la semaine du 14 mars 2022*).
- Les mini-programmes, hébergées sur des applications comme WeChat, se développent au détriment d'applications autonomes : leur nombre a augmenté de 41%, tandis que le nombre d'applications autonomes est passé de 4,5 M en 2018 à 2,5 M en 2021. Les applications de plus grande taille concentrent ainsi un nombre croissant de données utilisateurs, ce qui explique également l'attention croissante des autorités à leur égard.
- S'agissant de la 5G, 1,425 M stations de bases étaient installées en Chine fin 2021 (654 000 stations de base construites en 2021), et 355 M de personnes y ont recours par terminal mobile. La 4G continue de compter, quant à elle, 1, 07 Md d'utilisateurs.
- Enfin sur la cybersécurité, le rapport fait état d'une diminution du nombre d'incidents rapportés : 88 800 en 2021, contre 227 000 en 2020.

Lire les rapports précédents.

Innovation : publication d'orientations pour le renforcement de la gouvernance éthique des sciences et technologies

Le 20 mars, le Comité central du PCC et le Conseil des Affaires d'Etat ont publié des orientations sur le renforcement de la gouvernance éthique des sciences et technologies. Ce document appelle à renforcer la législation, la supervision et l'élaboration de normes en matière d'éthique des sciences et technologies. Cet effort recouvre plusieurs tâches : sensibilisation aux normes éthiques ; élaboration de normes ; clarification des sanctions juridiques en cas d'infractions ; création d'un système de supervision éthique, conforme aux conditions nationales et aux normes internationales. L'élaboration d'un cadre juridique est notamment préconisée dans les domaines des sciences de la vie, de la médecine et de l'IA.

A cet égard, le Comité d'éthique du ministère des Sciences et technologies (国家科技伦理委员会, créé lors du 13ème plan quinquennal) est identifié comme le fer de lance de cet effort. Ce Comité devra élaborer une liste d'activités scientifiques et technologiques jugées éthiquement risquées. Il sera également en charge du suivi, de l'alerte précoce et d'enquêtes en cas d'infractions. Quelques exemples de sanctions sont déjà mentionnés (retrait des financements, des prix et distinctions reçues ; disqualification des praticiens et interdiction de participation aux activités dans leurs domaines durant une période donnée, etc.).

Batteries : la production de batteries en augmentation

Selon un rapport récemment publié par Digitimes Research, la production de batteries pour véhicules électriques (VE) s'est élevée en 2021 à 3,3 M, soit une augmentation de 168 % en g.a. Six des dix premiers fabricants mondiaux de batteries sont en Chine ou détenus par une entreprise chinoise. CATL construira d'ailleurs une usine en Amérique du Nord selon Bloomberg qui devrait produire du 80 GWh/an.

Régulation du marché : l'Administration de régulation du marché (SAMR) publie un plan quinquennal pour le développement de la technologie de régulation du marché

Dans la continuité de la reprise en main de l'économie numérique, le plan quinquennal de la SAMR, publié le 15 mars, prévoit plusieurs mesures d'accroissement des capacités de surveillance des marchés. Il préconise ainsi de développer les outils pour surveiller et réguler le marché, notamment en construisant plusieurs établissements. D'ici 2025, devraient notamment voir le jour : 60 laboratoires pour la supervision du marché ; 10 laboratoires pour les normes qualité ; 30 centres d'inspection qualité ; 50 bases de vérification des normes ; 10 centres de test et de mesures industrielles. La SAMR prévoit également de développer des manières innovantes de tester, inspecter et mesurer ; le recours à la métrologie quantique comme instrument de mesure de précision est explicitement mentionné.

Retour au sommaire (ici)

Développement durable, énergie et transports

Transport aérien : accident du vol 5735 de China Eastern

Dans l'après-midi du lundi 21 mars 2022, tout contact a été perdu avec le vol MU5735 entre Kunming et Canton de China Eastern. L'appareil s'est écrasé au-dessus de la ville de Wuzhou (région autonome du Guangxi), avec 132 personnes à bord dont 123 passagers et 9 membres d'équipage. Il n'y aucun survivant. Cet accident concerne un Boeing 737-800 NG (immatriculé B-1791), opéré par China Eastern Yunnan Airlines, filiale régionale du groupe China Eastern Airlines, livré à la compagnie le 25 juin 2015 à sa base de Kunming. Selon FlightRadar24, l'appareil volait à son altitude de croisière à 29 100 pieds vers 14 h 20 heure locale, lorsqu'il a entamé une chute brutale. Après avoir repris brièvement de l'altitude à environ 7 000 pieds, l'avion a ensuite continué à plonger, à près de 31 000 pieds par minute avant de s'écraser. Aucune conclusion ne peut être tirée à cette heure, les experts se disant circonspects sur la manifeste perte totale de portance de l'avion selon les informations disponibles, phénomène très rare. Cet accident met un terme brutal à une longue période sans accidents majeurs en Chine, depuis 4227 jours selon les données disponibles, avec plus de 100 millions d'heures de vols et 5,11 milliards de déplacements individuels réalisés en totale sécurité. Le dernier accident mortel en Chine remonte à 2010, avec le crash d'un avion régional Embraer E-190 de la compagnie Henan Airlines à l'approche de l'aéroport de Yichun (44 personnes décédées sur 96 à bord). En 1994, l'appareil Tupolev Tu-154 de China Northwest Airlines reliant Xi'an à Canton s'était écrasé avec 160 personnes à bord, et reste aujourd'hui encore la plus grande catastrophe aérienne en Chine.

Le Président XI Jinping, « choqué » par la tragédie, a demandé à ce que soit « déterminées au plus vite les causes de l'accident », pour garantir « une sécurité absolue pour les opérations aériennes ». Le vice Premier ministre LIU He et le conseiller d'État WANG Yong ont été dépêchés sur les lieux le soir même pour supervision des opérations de secours. Le mécanisme d'urgence de l'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC) a été mis en place pour démarrer les investigations. L'une des deux boites noires (enregistrement des sons dans le cockpit) a été retrouvée et sera analysée par un laboratoire spécialisé à Pékin. La *Federal Aviation Administration* (FAA) américaine a proposé son assistance aux autorités chinoises, de même que Boeing son soutien à China Eastern. Le Conseil national de la sécurité des transports des États-Unis (NTSB) a accrédité un responsable expérimenté pour participer aux investigations menées par la CAAC, accompagné d'experts de l'industrie (notamment pour le constructeur Boeing et du motoriste CFM).

Par prévention, China Eastern et ses filiales ont consigné au sol jusqu'à nouvel ordre la totalité de leur flotte de 737-800, soit 225 appareils, selon le cabinet IBA. A la clôture des marchés à la bourse de Hong-Kong le 22 mars, le cours du groupe de Shanghai chutait de 6%. Le lendemain de l'accident, d'après VariFlight, près de 70% des vols étaient annulés en Chine, dont 40% pour China Eastern. Les pertes financières à moyen-terme pour le groupe restent à évaluer, dans un contexte où la compagnie de Shanghai estime ses pertes d'exploitation en 2021 de 11 à 13,5 Mds CNY (de 1,6 à 1,9 Md EUR), en attente de la publication arrêtée des comptes. Cette crise pourrait également avoir des effets collatéraux sur les intérêts français, dans la mesure où China Eastern, qui est l'un principaux clients d'Airbus, est également un actionnaire stratégique du groupe Air France KLM avec 10% du capital, et avait laissé entendre en février son intention de participer une opération de recapitalisation à venir. C'est aussi une très mauvaise nouvelle pour Boeing qui entrevoyait le retour du 737 MAX sur le marché chinois, pour la reprise des vols, les livraisons voire de nouvelles commandes (Voir *Brèves du SER de Pékin*, *semaine du 29*

novembre 2021). L'accident pourrait dégrader encore davantage l'image de Boeing en Chine, en jetant le doute sur la fiabilité de la totalité de la marque 737 (MAX et autres appareils de la gamme), si les compagnies ou les passagers chinois se montraient désormais réticents à les utiliser (près de 1200 appareils 737-800 sont en service en Chine, premier marché mondial pour Boeing).

Enfin, les conséquences du crash pourraient également s'étendre à l'industrie aéronautique chinoise. En effet, si l'enquête conclu à une défaillance technique ou humaine, cet accident pourrait induire de profonds changements dans les procédures de certifications et les audits, dans le but de garantir de plus hauts niveaux d'exigence en matière de sécurité aérienne. A la suite du drame d'ailleurs, la CAAC a immédiatement lancé une inspection générale de tous les acteurs concernés sur l'application des réglementations de sécurité aérienne (agences régionales pour le contrôle aérien, compagnies aériennes, entreprises de maintenance et services, aéroports, centres de formation de pilotes). Cet audit est prévu pour durer deux semaines et placera chaque acteur du système devant ses responsabilités. De son côté, COMAC a échoué à obtenir l'an dernier la certification pour son appareil monocouloir C919, destiné précisément à concurrencer sur le marché chinois les avions de gamme 737 de Boeing ou de famille A320 d'Airbus. L'accident du vol MU5735 entrainera-t-il de nouveaux délais de finalisation pour le constructeur chinois ? Ironie du sort, le groupe China Eastern serait le client de lancement pour la livraison du 1er appareil C919 sur le marché chinois (les 5 premiers appareils commandés devaient rejoindre la flotte de sa récente filiale OTT, voir *Brèves du SER de Pékin*, *semaine du 1er mars 2021*).

Aviation civile : les pertes du secteur culminent à 30 Mds EUR en Chine, depuis le début de la crise pandémique en 2020

A la suite d'une circulaire interministérielle portant sur les mesures d'aides apportées par l'administration chinoise aux entreprises mises en difficultés par la crise du COVID-2019 depuis deux ans, l'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC) a annoncé une perte globale de 211 Mds RMB (30,2 Mds EUR), 80% pour les seuls transporteurs aériens chinois (le solde concerne les aéroports). En 2020, la totalité des pertes de l'industrie s'élèvent à 97,4 Mds RMB (13,9 Mds EUR), dont 79,4 RMB (11,3 Mds EUR) pour les compagnies aériennes et 23,3 Mds RMB (3,3 Mds EUR) pour les aéroports. En 2021, les pertes auraient été légèrement atténuées, à 84,2 Mds RMB (12 Mds EUR), soit 67,1 Mds RMB (9,6 Mds EUR) pour les transporteurs aériens et 24,6 Mds RMB (3,5 Mds EUR) pour secteur aéroportuaire. Les résultats 2021 des trois principales compagnies chinoises n'ont pas encore été rendu public, China Eastern estimant qu'elles pourraient atteindre jusqu'à 13,5 Mds RMB (1,9 Mds EUR), tandis qu'Air China et China Southern s'attende à des pertes de l'ordre de 10 Mds RMB (1,4 Mds EUR) chacune. Indépendamment des conséquences du crash aérien de China Eastern (voir brève supra), les experts estiment que la trajectoire financière n'a pas encore été redressée en ce début 2022, avec 22,2 Mds RMB (3,1 Mds EUR) de perte estimées pour janvier-février, affectant principalement les comptes des transporteurs aériens (-18,5 Mds RMB, ou 2,6 Mds EUR).

Ces montants auraient sans doute été encore plus importants, si le secteur de l'aviation civile n'avait pas bénéficié d'un fort soutien public des autorités chinoises depuis deux ans : exemption totale en 2020 et réduction en 2021 des cotisations dues par les compagnies chinoises au fonds développement de l'aviation civile (pour une économie totale estimée de 5,8 Mrd RMB ou 830 M EUR). En outre le fonds est notamment mobilisé pour le financement de la construction ou de la modernisation d'infrastructures aéroportuaires, mais du fait de moindres recettes, les marges de manœuvre s'amenuisent, si bien que la CAAC enjoint compagnies aériennes ou aéroports

à trouver des solutions financières palliatives, notamment auprès des autorités locales. Avec une prévision de recette de 13,3 Mds RMB (1,87 Mds EUR) en 2022, le fonds de développement de l'aviation civile est en baisse sensible rapport à l'an dernier (18,3 Mds RMB (2,54 Mds EUR). La CAAC a en outre annoncé une réforme des répartitions aux bénéficiaires dans le sens d'une plus grande péréquation (Voir *Brèves du SER de Pékin*, *semaine du 14 février*). La réduction de redevances de navigation aérienne et de taxes aéroportuaires représenterait une économie totale estimée de 3,6 Mds RMB (514 M EUR), sans compter d'autres mesures fiscales non chiffrées (exemption de la TVA pour les transporteurs aériens en 2022) ou les arrangements avec China National Aviation Fuel pour limiter les dépenses en kérosène des compagnies aériennes (exemption d'assurance). Sur le plan de l'aide au financement, d'autres dispositifs ont été mis en place (prêt à faible taux d'intérêt, obligations, subventions diverses). A noter en 2020 quelques mesures spécifiques ciblées : soutien à la continuité des liaisons internationales vers la Chine (14 Mds RMB ou 2 Mds EUR), aide à la conversion des appareils passagers pour le fret et les vols-à-vide (900 M RMB ou 128.7 M EUR), actions de formation des pilotes et des équipages contre les risques menaçant la sécurité aérienne (300 M RMB ou 42.9 M EUR). Les autorités locales ont complété les interventions centrales par le biais de subventions à des liaisons régionales ou à des aéroports (montants non communiqués).

Energie : publication du très attendu 14ème plan quinquennal relatif au secteur de l'énergie

Le 14ème plan quinquennal relatif au secteur de l'énergie a été publié le 22 mars par le Conseil des Affaires de l'Etat, la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) et l'Administration Nationale de l'Energie (NEA). Attendu de longue date, il présente la feuille de route sur la période 2021-2025 pour la construction d'un « système énergétique moderne » (prévu in fine pour 2035) où les énergies renouvelables seront devenues la principale source de production d'électricité du pays.

Sans surprises majeures, ce plan est axé autour de la sécurité énergétique (figurant comme première des priorités), la transition bas carbone, l'efficacité énergétique, l'innovation et le niveau général des services énergétiques. Il rappelle les grands objectifs énoncés dans le 14ème plan quinquennal général paru en mars 2021 -baisse sur 5 ans de l'intensité énergétique de l'économie (-13,5%), hausse de la part des énergies non fossiles dans la consommation nationale en 2025 (20%, contre 15,9% aujourd'hui) et en 2030 (25%)- et en présente quelques nouveaux, notamment:

- **Porter la capacité de production nationale d'énergie primaire à 4,6 Mds de tonnes de charbon équivalent (tce), contre 4,08 Mds de tce fin 2020**. Des objectifs quantitatifs sont donnés pour la production annuelle de pétrole et de gaz.
- **Porter la capacité de production électrique à 3000 GW** (contre env. 2380 GW fin 2021).
- **Augmenter le taux d'électrification**, qui atteindra 30% de la consommation finale d'énergie en 2025 (contre env. 27% en 2020).
- **Flexibiliser le système électrique chinois**, tant du côté de l'offre (24% de la production électrique flexible en 2025) que de la demande (3 et 5% du pic de demande côté consommateur qui devra être pilotable).

Ne figurent en revanche pas de plafonds de consommation d'énergie totale ni de consommation de charbon, qui étaient pourtant présents dans l'exercice précédent, signalant la volonté des autorités de se doter de marges de manœuvre sur le court et moyen terme pour équilibrer les objectifs de sécurité énergétique (mise en péril à l'automne 2021), de développement économique et de décarbonation.

La croissance de la consommation de charbon devra être « strictement et raisonnablement » contrôlée sur la période 2021-2025, le plan soulignant l'importance du charbon pour soutenir le système électrique et fournir des services de pointe flexibles pour aider à augmenter la part des énergies renouvelables dans le réseau électrique.

Energie : publication d'un plan national sur le développement de l'hydrogène pour la période 2021-2035 avec l'accent mis sur l'hydrogène vert issu des énergies renouvelables

La Commission nationale pour le Développement et la Réforme (NDRC), conjointement avec l'Administration nationale de l'Energie (NEA), ont publié le 23 mars un plan à moyen et long termes sur le développement de l'industrie de l'hydrogène pour la période 2021-2035, reconnaissant son « rôle de soutien important » à la transition énergétique pour atteindre l'objectif national de la neutralité carbone avant 2060.

Actuellement le plus grand producteur d'hydrogène au monde (33,4 Mt en 2020), la Chine vise à mettre en circulation 50 000 véhicules à pile à combustible (FCEV) et à construire une série de stations de ravitaillement en hydrogène d'ici 2025. Environ 7700 FCEV étaient sur les routes fin 2021 et selon les données de l'Association chinoise des constructeurs automobiles (CAAM), le pays a produit et vendu respectivement 1 777 et 1 586 véhicules à pile hydrogène en 2021, en hausse de 48% et 35% par rapport à l'année précédente.

A la même échéance, elle prévoit également de produire annuellement 100 000 à 200 000 tonnes d'hydrogène vert à partir de sources renouvelables, avec un objectif de réduction d'émissions de carbone de 1 à 2 millions de tonnes par an. A l'heure actuelle, seuls 4% de l'hydrogène par électrolyse produit en Chine utilisent de l'électricité provenant de sources renouvelables. A plus long terme, le pays entend augmenter considérablement la part d'hydrogène vert dans la consommation d'énergie finale et promouvoir la diversification des débouchés pour l'hydrogène dans les secteurs tels que dans l'industrie, la mobilité et le stockage d'énergie.

Bâtiments : publication du 14ème plan quinquennal relatif à l'efficacité énergétique des bâtiments et aux bâtiments verts

Publié par le ministère du Logement et du Développement urbain et rural (MoHURD), ce 14ème plan quinquennal vise à promouvoir l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments aussi bien à travers la rénovation des bâtiments existants que la création de bâtiments plus sobres en énergie. Le plan fournit plusieurs objectifs chiffrés à atteindre sur la période du 14ème plan (2021-2025). Il vise la construction de 50 millions de mètres carrés de bâtiments à consommation énergétique basse ou quasi-nulle. Concernant les bâtiments existants, le plan vise à atteindre 100 millions de mètres carrés de rénovation énergétique de bâtiments résidentiels et 250 millions de mètres carrés de rénovation énergétique de bâtiments publics. Au cours de la période du 14ème plan quinquennal, 50 GW de capacités solaires seront installées sur les bâtiments et les bâtiments seront davantage électrifiés (la part de la consommation d'électricité dans la consommation d'énergie des bâtiments devant dépasser 55%).

Parallèlement au travail sur l'efficacité énergétique, le plan évoque la formulation d'un plan de mise en œuvre pour la construction de villes vertes et à faibles émissions carbone.

Retour au sommaire (ici)

Actualités régionales

Jiangsu/Zhejiang : mesures pour soutenir le commerce extérieur et renforcer la conformité des entreprises exportatrices

Le 20 mars, le gouvernement de la province du Jiangsu a publié un avis visant à stabiliser son commerce extérieur. L'avis encourage les autorités à approfondir le développement du commerce électronique transfrontalier et promouvoir les activités commerciales avec le marché international. Des aides sont envisagées, notamment pour les financements à l'exportation des micros et petites entreprises ainsi que pour les chaînes d'approvisionnement. Des actions spéciales seront également définies pour les petites et moyennes entreprises. L'avis souligne l'importance d'améliorer la capacité de transport international et le soutien aux services logistiques, et encourage l'expansion des importations de technologies avancées, d'équipements et de pièces clés, afin de garantir la stabilité de la chaîne industrielle et d'approvisionnement.

Le 16 mars, le Zhejiang a publié un plan d'action triennal (2022-2024) visant à promouvoir la mise en place d'un système de conformité pour ses entreprises dont l'activité est tournée vers le commerce extérieur. Le plan insiste sur la nécessité d'un travail de conformité sur les questions de cybersécurité, de protection des flux de données transfrontaliers et des secrets commerciaux, de lutte contre le blanchiment d'argent et les monopoles.

Sources :
Jiangsu Government Issued Notice on Carrying out the Cross-Cycle Adjustment to Stabilise Foreign Trade
Zhejiang Province Released Three-Year Action Plan to Promote the Construction of Compliance System for Foreign Economics and Trade Enterprises

Sichuan-Chongqing : Publication d'un plan conjoint pour le développement de la logistique portuaire

Le Sichuan et Chongqing se sont dotés d'un nouveau document de planification conjoint, le « plan de mise en œuvre pour la construction conjointe du système logistique portuaire du Cercle économique ». Il prévoit l'optimisation et la coordination de l'activité des ports des deux zones et leur pleine intégration avec les voies logistiques existantes, en tête desquelles les trains Chine-Europe et le nouveau corridor occidental terre-mer, ainsi qu'avec les aéroports de la région. L'intermodalité sera favorisée par l'harmonisation des services et documentations. La connexion entre Chongqing et les principaux ports fluviaux du Sichuan sur le Yangtze – Yibin et Luzhou en particulier – sera renforcée. L'intégration avec les pays de l'ASEAN passera par la construction de bases logistiques conjointes dans ces pays, avec un système de partage de containers. La chaîne du froid fera également l'objet d'un investissement coordonné afin de valoriser à l'export l'importante production agricole régionale.

Un volume annuel de 310 millions de tonnes de cargo devra être traité depuis l'amont du fleuve Yangtze à l'horizon 2025. Quelques objectifs chiffrés connexes au transport fluvial sont affichés pour 2025, comme un objectif de 5 000 trains annuels au départ de la région vers l'Europe, un volume de 1,5 million de tonnes de cargo intermodal traité entre ports fluviaux et aéroports. Le guichet unique Sichuan-Chongqing sera connecté aux ports, services douaniers et banques pour atteindre plus de 100 millions de déclarations annuelles et une réduction de 15 % du temps de traitement.

Retour au sommaire (ici)

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Inflation : hausse de 1,6% de l'indice des prix à la consommation au cours du mois de février (g.a)

L'Indice des prix à la consommation a progressé en février de 1,6% en g.a (consensus Bloomberg : 2%), contre +1,2% en janvier, mais recule de 0,2% en glissement mensuel désaisonnalisé (par rapport à janvier). Les prix des vêtements et chaussures sont ceux ayant le plus augmenté au cours de la période (+8% en glissement mensuel), suivis par ceux des transports (+7%) et de l'alimentation (+4,6%). Des baisses ont en revanche été enregistrées pour les couts de l'électricité de l'eau et du gaz (-2,7%) et du logement (-0,3%).

La hausse des couts de l'alimentation s'explique en partie par la détérioration des conditions logistiques en lien avec la situation épidémique locale, 93% de l'alimentation de Hong Kong étant importée. La hausse des prix des légumes frais (majoritairement importés de Chine continentale par camions) est particulièrement marquée à +24,8%, faisant suite à la réduction des passages des semi-remorques entre Shenzhen et Hong Kong en février après de nombreuses infections de chauffeurs effectuant cette liaison.

Plan de soutien : 4 Mds USD d'aides sont mobilisées pour les entreprises les plus touchées par la vague Omicron

31 Mds HKD (4 Mds USD) seront versés aux employeurs affectés par la 5ème vague épidémique pour leur permettre de couvrir une partie du versement des salaires entre mai et juillet 2022. Le versement de cette aide se fera à hauteur de 8 000 HKD par emploi concerné (1,1 à 1,3 millions d'emplois dont le salaire est inférieur à 30 000 HKD seront éligibles), Il sera réservé aux entreprises des secteurs considérés comme les plus durement touchés par les conséquences de l'épidémie. Les supermarchés, pharmacies, promoteurs immobiliers, banques et services de livraisons en seront notamment exclus. Les entreprises désirant bénéficier de ce plan de soutien seront invitées à en faire la demande à compter du mois d'avril.

Bourse : lancement du 1er ETF sur quotas carbone à la bourse de Hong Kong

Le CICC Carbon Futures ETF, lancé le 23 mars 2022 est le premier instrument de ce type coté à la bourse de Hong Kong. Cet ETF (*exchange traded fund*) réplique la performance de l'indice ICE EUA Carbon Futures permettant ainsi aux investisseurs de s'exposer à la variation du cours des futurs sur les quotas carbone issus du système d'échange de quotas d'émission de l'UE, à travers une stratégie de roulement sur des contrats à terme portant sur les quotas d'émission. Ce nouvel ETF a clôturé sa première journée d'échanges sur une hausse de 2,6% avec 1,7 M HKD de volumes échanges.

A la fin du mois de février 2022, 157 ETF étaient cotés à la bourse de Hong Kong, pour une capitalisation totale

de 423,5 Mds HKD (54 Mds USD), leur volume d'échange cumulé ayant progressé de 15% en glissement annuel au cours des 2 premiers mois de l'année.

Bourse : Rusal toujours cotée à Hong Kong a vu son cours augmente de nouveau

La cotation de l'entreprise russe Rusal (3ème producteur mondial d'aluminium) à la bourse de Hong Kong a été maintenue jusqu'à ce jour et ne fait d'ailleurs pas l'objet de sanction. Une autre entreprise IRC Limited (entreprise de projets de matières premières industrielles basée à Hong Kong, à capitaux majoritairement russes est également listée à Hong Kong. Ces deux entreprises ont vu leur cours boursier se contracter fortement (-54,3% entre le 17 février et le 23 mars pour Rusal et -20,1% pour IRC Limited), avant de progresser légèrement suite à la réouverture de la bourse de Moscou (où Rusal est également cotée) : + 14,3% et +15,7% respectivement.

Environnement des affaires: la Cheffe de l'exécutif Carrie Lam annonce la levée de l'interdiction de vol depuis 9 pays dont la France au 1er avril et l'allègement des mesures antiépidémiques à partir du 21 avril

La Cheffe de l'exécutif a annoncé le 21 mars la levée de l'interdiction des vols en provenance de 9 pays dont la France, les Etats-Unis et le Royaume-Uni à compter du 1er avril. La quarantaine au retour de l'étranger des résidents hongkongais vaccinés sera réduite à 7 jours contre 14 à compter du 1er avril également. Les mesures de distanciation sociale, seront allégées en 3 phases à compter du 21 avril selon l'évolution du contexte sanitaire. La première phase conduira à la réouverture des salles de sports, lieux de cultes et restaurants jusqu'à 22h, la seconde verra les bars rouvrir et les restaurants disposer d'horaires d'ouverture étendus et la troisième permettra de supprimer toute jauge dans les bars et restaurants, avec des horaires d'ouverture étendus.

Environnement des affaires : 49% des entreprises européennes interrogées pourraient quitter Hong Kong d'ici 12 mois sans allègement des restrictions liées au Covid-19 selon un sondage de la Chambre de commerce européenne

D'après un sondage réalisé par la Chambre de commerce européenne auprès de 260 représentants d'entreprises membres des chambres nationales affiliées à la Chambre de commerce européenne (dont 70% d'entreprises de moins de 100 employés), 25% des entreprises interrogées se déclarent prêtes à quitter Hong Kong sous 12 mois en l'absence d'allègements des restrictions liées à l'épidémie de Covid-19, 24% songeraient à un départ partiel, 34% demeurent indécises et 17% confirment ne pas avoir de projet de départ. Les problèmes de recrutement à Hong Kong ont également été évoqués, 50% des entreprises déclarant avoir des difficultés à attirer des talents de l'étranger.

Retour au sommaire (ici)

Taïwan

Taux d'intérêt : UBS envisage une nouvelle augmentation des taux directeurs de la CBC en 2022

Suite à la hausse des taux directeurs de 0,25%, annoncée par la CBC le 17 mars 2022, l'économiste Asie du Nord du UBS Group AG, M. William DENG, a estimé que la banque centrale de Taïwan serait susceptible d'annoncer une nouvelle hausse de ses taux de 0,125% lors de ses prochaines réunions de politique monétaire en juin et en septembre 2022, en mettant en avant les critères, fixés par la CBC, pour ajuster les taux d'intérêt tels que l'évolution de l'inflation domestique, celle des taux d'intérêt dans les autres économies mondiales et la reprise économique des industries locales. Par ailleurs, dans ses dernières prévisions, UBS a revu à la baisse la croissance économique de Taïwan à 2,8% en 2022, en retenant comme hypothèse une croissance supérieure à 3% au 2ème et 3ème trimestres.

Cryptomonnaie : le groupe MaiCoin envisagerait une introduction en bourse sur le NASDAQ

Le groupe MaiCoin, qui gère la plus grande plateforme d'échange de cryptomonnaies à Taïwan, a récemment annoncé son projet d'introduction en bourse (IPO) sur le NASDAQ dans les deux années à venir. La levée de fonds en série C, lancée par MaiCoin, en cours de finalisation, devrait atteindre un montant d'environ 400 M USD. Il devrait être investi dans des projets de développement des activités en Asie du Sud-Est. Alex LIU, fondateur du groupe, et ancien de Qualcomm, estime que l'environnement de Taiwan étant favorable au développement de la finance décentralisée (DeFi), les revenus issus des échanges de cryptomonnaies pourraient progresser de plus de 70% d'ici 2025.

Export : la demande externe adressée à Taïwan a connu une nouvelle hausse en février

Selon le département des statistiques du MOEA, les commandes export ont progressé, en glissement annuel, de 21,1% à 51,5 Mds USD (dont 50,7% sont produites à l'étranger) en février 2022, la meilleure performance jamais réalisée pour un mois de février. Cette nouvelle hausse résulte principalement de l'industrie des TIC : produits électroniques (17,6 Mds USD, soit +31,6% par rapport à février 2021) et télécommunication (14,7 Mds USD, +29,7%). Parmi les autres secteurs, les produits métallurgiques, qui augmentent de 16,1% à 2,7 Mds USD, restent le 3ème produit le plus demandé, suivis des produits optiques (2,1 Mds USD, -0,0%), des plastiques (2 Mds USD, -1,5%), des produits chimiques (1,9 Mds USD, +22,1%) et des machines-outils (1,8 Mds USD, +1,8%). Cette hausse des commandes provient principalement des Etats-Unis (29,2% du total; +23,5%), de Chine et Hongkong (24,8%; +17,6%), d'Europe (20,5%; +22,3%), d'ASEAN (10,9%; +37,2%) et du Japon (4,7%; +9%). Sur les deux premiers mois 2022, les commandes export progressent de 15,9%, par rapport à la même période en 2021, atteignant 110 Mds USD. Pour le premier trimestre de l'année, le MOEA estime que le montant total des commandes s'élèverait à 170 Mds USD, soit une hausse de 13,4% à 14,4% en glissement annuel.

Semi-conducteurs : TSMC conserve son leadership mondial en 2021 grâce à des ventes record

Selon Trendforce, la valeur de la production des 10 plus grandes fonderies mondiales a atteint 29,5 Mds USD au T4 2021 (+8,3 % en glissement trimestriel). Le fondeur taiwanais TSMC, arrive en tête sur la même période, avec un chiffre d'affaires de 15,7 Mds USD en hausse de 5,8% (soit 52,1% de parts de marché). Ses résultats sont tirés

à la hausse notamment par les ventes de puces dédiées à l'Iphone 13 (5nm) et ce malgré le ralentissement de la demande chinoise de puces de 6 et 7nm. TSMC devance Samsung qui affiche 18,3% de parts de marché, avec des ventes à 5,5 Mds USD. UMC arrive en 3ème position avec 7% de parts de marché (2,1 Mds USD). En 2021, la part d'Apple dans les revenus de TSMC est estimée à 26%, soit environ 14,2 Mds USD (+20,3% par rapport à 2020). Les USA restent le premier client de TSMC, avec un montant de revenus de 1 010 Mds TWD (environ 37 Mds USD) en hausse de 24% en glissement annuel, suivi de Taïwan (203,9 Mds TWD ; +58%) et de la Chine (164,5 Mds TWD ; en baisse de près de 30% notamment en raison des sanctions américaines contre Huawei).

Développementr durable : Taiwan au 7ème rang du classement Dun & Bradstreet (D&B) en 2021

Dans une enquête relative au développement durable, ESG Competitiveness Analysis for Taiwan Supply Chain, réalisée par Dun & Bradstreet (D&B), Taïwan se classe 7ème sur 11 pays et territoires sondés, devant l'Australie, l'Irlande, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande. Le Royaume-Uni arrive en 1ère position, suivi de l'Allemagne, la France, la Suède, le Canada et Hong Kong. L'enquête a permis d'évaluer 691 fournisseurs taiwanais de six fabricants de premier plan figurant sur la liste Fortune Global 500 : Hon Hai, Pegatron, TSMC, Quanta, Compal, et Wistron. Si les résultats semblent plutôt positifs en matière sociale et de gouvernance, des efforts sont attendus en matière de protection de l'environnement, notamment au regard des engagements de Taïwan pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. A cet égard, le Comité National de Développement (NDC) devrait publier à la fin du mois sa nouvelle feuille de route en matière de neutralité carbone. Elle précisera les nouveaux objectifs du mix énergétique et formulera de nouvelles propositions réglementaires afin de faciliter le développement et l'utilisation de nouvelles technologies utiles à la diminution des émissions de GES tout en recherchant une coopération internationale plus importante dans ce domaine.

Industrie électronique : les géants taiwanais OEM ODM lancent de multiples projets d'expansion

Face à la demande mondiale de produits électroniques, notamment dans le secteur automobile, les grands fournisseurs OEM ODM taiwanais augmentent leur production à Taiwan et en Chine, et/ou s'engagent dans divers projets d'expansion à l'international (comme Pegatron au Vietnam, en Inde et en Amérique du Nord, ou encore Wistron et Inventec au Mexique). Pegatron a annoncé une augmentation de son CAPEX cette année de près de 30% à 500 M USD, Wistron s'engage sur des dépenses similaires de l'ordre de 560 M USD et Inventec à hauteur de 300 M USD (+33%). Quanta et Compal Electronics ralentissent à contrario leurs dépenses de CAPEX après deux années d'expansion soutenues et de résultats à la hausse (respectivement +33% et +35% de profits nets).

Retour au sommaire (ici)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet
Rédacteurs : Thomas Carré, Lennig Chalmel, Zilan Huang, Yang Jingxia, Baptiste Gosson-Brion, Orhan Chiali, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Antoine Moisson, Camille Paillard, Julien Boudet, François Lemal, Dominique Grass, Li Wei, Florian Surre, Valérie Liang-Champrenault, Odile Huang, Charlotte Lau, Max Chang, Alain Berder, Rodolphe Girault, Pascal Millard, Julien Defrance

Revu par : Axel Demenet

Pour s'abonner : camille.paillard@dgtresor.gouv.fr